

Montreuil, le 27 mai 2009.

Chèr(e)s ami(e)s de France Amérique Latine, cher(e)s camarades,

Avant de répondre bien volontiers au questionnaire que vous nous avez adressé, permettez-nous d'abord de vous remercier pour votre initiative, qui à l'instar de plusieurs autres développées par vous, aidera sans doute à mieux nous connaître et, surtout, à renforcer le travail politique que nous devons mener contre ce système inique.

L'Amérique latine est, du point de vue de la résistance au néolibéralisme et de la recherche d'alternatives politiques et économiques, un espace en pleine effervescence. Nous nous associons aux mouvements de solidarité avec tous les peuples latino-américains et nous observons avec une attention particulière et beaucoup d'espoir les processus en cours en Bolivie, Équateur et Venezuela. Nous saluons la résistance du peuple cubain depuis 50 ans et réitérons notre demande de levée immédiate de l'embargo contre Cuba.

L'une de vos priorités, mettre fin à la barbarie colombienne et s'acheminer vers une solution politique négociée, est aussi nôtre. Soyez assurés que nous poursuivrons ensemble tous les actions nécessaires pour y parvenir, les militants du NPA seront à vos côtés dans les campagnes à venir.

Enfin, au parlement européen, nous escomptons être des relais efficaces des campagnes de solidarité et de lutte contre l'impunité que vous menez depuis bientôt quarante ans.

Vous trouverez ci-dessous nos réponses à votre questionnaire.

Salutations anticapitalistes et internationalistes.

## **NOS REPONSES**

### **Quel type de nouvelle relation de coopération et de commerce préconisez-vous entre l'Union européenne, l'Amérique Latine et la Caraïbe (ALC) ?**

La construction européenne, orchestrée hors de tout contrôle par une minorité dans le but de satisfaire les plus puissants, n'a rien à voir avec ce que le NPA défend.

La relation que l'UE propose et qui été acceptée par la majorité des gouvernements d'ALC, ne peut être qu'un obstacle à n'importe quelle possibilité de développement souverain des peuples de cette région, en même temps qu'elle aggrave les attaques contre les conquêtes sociales des peuples de l'UE.

Plus de libre-échange, plus de dérégulation, plus de privatisation, plus de concurrence, c'est le modèle défendu par les socialistes et la droite en France et au Parlement européen, les 27 gouvernements de l'Union européenne et la Commission européenne, aux côtés des Etats-Unis au sein de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale et consorts.

Il a pour corollaire la primauté de l'économie sur la politique, la régression des droits sociaux et des libertés, la disparition des services publics, l'abandon de la solidarité au profit de la compétition, le productivisme, la généralisation du dumping social et des précarités, et l'aliénation définitive à l'OTAN.

Il véhicule le culte de l'exportation qui conduit en Amérique Latine comme partout dans le monde à la surexploitation des ressources naturelles, la destruction de l'environnement, l'invasion des territoires des populations autochtones et la disparition de la petite paysannerie.

L'acharnement déployé par l'UE pour imposer et étendre les accords sur les droits de propriété intellectuelle implique la captation de toute la chaîne du vivant et en particulier de la chaîne alimentaire par l'agro-business. Ces accords expliquent l'existence des OGM, de l'appropriation de la biodiversité par les firmes privées et de la bio-piraterie. Sans eux la santé dépendrait pas des multinationales de la pharmacie. Ils bloquent l'accès aux médicaments essentiels à des millions de gens qui meurent faute de pouvoir se soigner.

La concurrence exacerbée dans la surexploitation des hommes et de la nature et dans les guerres sur une arène mondiale, justifie que notre combat ne peut se limiter au cadre national et européen. Nous avons d'autant plus de responsabilités que c'est en notre nom que l'impérialisme français et européen déploient leurs méfaits. Nous devons affirmer plus que la solidarité : une véritable communauté d'intérêts des opprimés à travers le monde.

La première urgence internationale, c'est de lutter contre toute solution militaire aux conflits. La deuxième, c'est de soutenir un développement du tiers-monde dans le sens de la paix, de la justice sociale et de la protection de l'environnement :

- Nous défendons le retrait de la France de l'alliance militaire impérialiste qu'est l'OTAN ; le démantèlement de l'industrie militaire française et européenne, à reconverter dans les industries protégeant l'environnement ; l'arrêt des ventes d'armes françaises à l'étranger. Le désarmement nucléaire total et unilatéral, et l'appel à une interdiction mondiale de l'arme nucléaire. Nous défendons l'interdiction et la suppression des armes nucléaires, biologiques et chimiques.
- Nous voulons en finir avec les pratiques de type colonial dans les départements et territoires français d'outre-mer.
- Nous défendons l'annulation de la dette du tiers-monde, le rapatriement pour leurs peuples des capitaux volés par les dictateurs à la solde de l'impérialisme et les puissances coloniales. L'aide financière au développement est non seulement juste à titre de réparation des dégâts du colonialisme et de solidarité internationale, elle est nécessaire pour l'équilibre du monde. Pour la réorienter, nous défendons le soutien aux formes de coopération civile avec le tiers-monde permettant le développement des services publics d'éducation, de santé, d'administration, d'énergie, de communication, de financement, sans imposer notre modèle culturel techniciste comme valeur universelle.
- Au libre-échangisme et à la transnationalisation de l'économie nous opposons la défense d'une coopération avec un transfert de technologie gratuit et une aide à la substitution des importations. De même, il s'agit de soutenir le développement d'une agriculture et d'une pêche artisanales permettant aux travailleurs de vivre décemment de leur travail dans le respect de l'environnement et aux populations d'accéder à des produits de qualité, sans pesticides, sans OGM qui satisferont leurs besoins alimentaires et leur santé, ainsi que toute initiative destinée à favoriser la production et la consommation locales et à en finir avec la faim et la malnutrition dans le monde.
- Notre soutien va aux luttes des peuples opprimés pour le droit à décider de leur destin, quels que soient les pays concernés, c'est-à-dire le droit à l'autodétermination.

Nous proposons donc de travailler en faveur d'une nouvelle relation qui reconnaît les asymétries existantes entre nos pays, basée sur la coopération solidaire et, en ce qui concerne le commerce, la complémentarité dans les échanges commerciaux et non la compétition et la surproduction. A l'inverse de la situation actuelle, il s'agit de garantir la participation des secteurs sociaux affectés par les accords d'association, de façon que ce soient eux qui aient le dernier mot - par exemple par référendum – pour leur approbation. Nous proposons de faire respecter l'obligation d'une information régulière des Congrès et(ou) des Parlements, avec transparence, sur les négociations.

Nous avançons donc la nécessité de réponses socialement justes, démocratiques, ambitieuses et porteuses d'un projet internationaliste basé sur la solidarité du Nord et du Sud.

### **Comment inscrivez-vous la stratégie de Lisbonne dans les rapports de l'UE avec l'ALC et quelle analyse faites-vous des conséquences possibles ?**

La stratégie de Lisbonne a déjà des répercussions directes sur les relations UE-ALC. Comme vous le savez, l'UE propose maintenant la signature d'accords d'Association, pays par pays, ce qui ne peut que mettre durablement à terre des nations qui souffrent déjà depuis plusieurs décennies des politiques ci-dessus décrites. La proposition de l'UE de créer une "zone Euro-latino-américaine d'Association Globale Intégrale" vers 2012, ne peut se comprendre que si nous tenons compte de la stratégie de Lisbonne. C'est pourquoi nous luttons contre cette stratégie conçue pour renforcer les capitaux européens et leurs transnationales et des politiques meurtrières. Nous affirmons que nous devons continuer de combattre ce projet en premier lieu à l'intérieur de l'UE, ce que doit se traduire en priorité dans la lutte contre la privatisation des services publics, la défense des acquis sociaux et la conquête de nouveaux droits, et contre la mascarade du capitalisme maquillé de « vert ».

### **Quelle politique comptez-vous appliquer face aux exigences des multinationales européenne envers les mesures de réappropriation des ressources naturelles et énergétiques des gouvernements latino-américains ?**

En premier lieu nous dénonçons les politiques d'exploitation de ces entreprises et les pseudos alternatives qu'elles promeuvent comme les agro-carburants.

Nous défendons la nationalisation des grands groupes énergétiques et l'émergence d'un service public unifié de l'énergie qui réoriente la production actuelle de ces groupes, afin de préparer la sortie du nucléaire et l'ère très proche de la fin des énergies fossiles et la fin de la mainmise de ces énergies, pour y substituer sobriété énergétique et développement des énergies renouvelables.

Nous défendons également le démantèlement du marché des droits à polluer qui n'ont servi qu'à générer des profits pour les grands pollueurs et à expulser la petite paysannerie de ses terres au nom d'une pseudo défense de l'environnement.

Nous exigeons que les biens publics tels que la santé, l'eau, l'éducation sortent des accords commerciaux, et puisse être reconnu le droit des gouvernements à l'expropriation sans indemnisation de ses entreprises.

Nous pensons également que l'expérience du Tribunal des Peuples contre les Transnationales du réseau Enlazando Alternativas qui dénonce les pratiques des multinationales et fait émerger des alternatives, doit être renforcée et se faire connaître plus largement.

En Amérique Latine, des mouvements populaires débattent plus que jamais la nécessité du contrôle des choix et des méthodes de production et donc du contrôle des moyens de production comme des ressources naturelles. Au Venezuela, en Argentine, des expériences d'usines sans patrons ont vu le

jour. En Equateur, le processus constituant a mis en relief la nécessité de dépasser la dépendance aux revenus du pétrole et de préparer l'après pétrole. En Bolivie la révolution démocratique et culturelle du « bien vivre » défend un développement respectueux de l'humanité et de l'environnement. Nous continuerons à faire connaître ces expériences et à les soutenir.

**Quel positionnement comptez-vous prendre concernant la Directive retour et quelle politique d'immigration préconisez-vous ?**

La « Directive de la Honte » montre jusqu'où le discours de l'UE sonne faux, et comment ses pratiques sont plus agressives que celles que, par exemple, le gouvernement des EU peut appliquer en la matière. Depuis son apparition nous avons dénoncé cette initiative, et au Parlement Européen nous exigeons son annulation.

L'Europe actuelle est une véritable forteresse, où la situation des immigrés ne cesse de se compliquer. La politique de l'Union européenne vise à une « gestion concertée des flux migratoires », c'est-à-dire pouvoir utiliser la main-d'œuvre étrangère du Sud au bon vouloir des besoins des capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main-d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin puis dont on se débarrasse, c'est la fameuse « immigration choisie ». Nous ne voulons pas de cette Europe. Au contraire, nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, antiraciste, multiculturelle, et nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires, une Europe de l'égalité des droits. Cela passe notamment par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.

Le droit à la libre circulation et à vivre où l'on veut, ne peut pas être nié par des lois ou des murs.

La crise systémique que le capitalisme vit va augmenter les mouvements migratoires vers les pays impérialistes. Pour freiner l'immigration du désespoir, seule l'instauration d'une nouvelle relation entre nos pays, dans laquelle se reconnaissent les droits et les nécessités des peuples d'ALC, conjuguée avec l'annulation de la dette odieuse, l'arrêt des pressions économiques, et une coopération solidaire, pourrait donner aux peuples de la région enfin les moyens de décider quelle voie de développement ils se choisissent.

Cette crise démontre que le capitalisme conduit à l'humanité vers la catastrophe écologique, économique et sociale. Notre Parti s'identifie comme "Anticapitaliste" parce que nous sommes convaincus qu'il n'existe pas de solution possible de long terme dans ce système.

A l'actuelle construction européenne, il faut opposer des choix démocratiques des peuples et des salariés, en Europe comme dans le reste du monde. Nous proposons, une inversion totale de logique : la satisfaction écologique des besoins sociaux contre la logique du profit.

**NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**  
**[npa-europeennes2009.org](http://npa-europeennes2009.org)**